

CEB./LR.

~~MINISTÈRE~~
~~DES~~
~~AFFAIRES CULTURELLES~~

SECRETARIAT D'ETAT A LA CULTURE

-:-

Direction de l'Architecture

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARRÊTÉ

~~Le Ministre des Affaires culturelles~~

Le Secrétaire d'Etat à la Culture

- VU la loi du 2 mai 1930 modifiée notamment par la loi n° 67.1174 du 28 décembre 1967 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque ;
- VU la loi du 12 avril 1943 portant réglementation de la publicité et des enseignes et notamment les articles 5 et 9 ;
- VU le décret du 9 février 1968 portant application du décret du 7 février 1959 modifié, relatif au camping et notamment les articles 2 et 6 ;
- VU les articles 4 et 5 du décret n° 69.607 du 13 juin 1969 portant application de l'article 5.1 de la loi modifiée du 2 mai 1930 sur la protection des sites ;
- VU le décret n° 72.37 du 11 janvier 1972 relatif au stationnement des caravanes et notamment les articles 3, 7, 9 et 10 ;
- VU le décret n° 70.288 du 31 mars 1970 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales et supérieures des sites ;
- VU les résultats de l'enquête publique ouverte en application du décret précité n° 69.607 ;
- VU la délibération du 28 juin 1973 de la commission des sites, perspectives et paysages du département de la HAUTE-GARONNE ;

[^]
A R R Ê T E :

Article 1er - Est classé parmi les sites du département de la HAUTE GARONNE l'ensemble formé sur la commune de PIBRAC par la maison de Sainte Germaine et ses abords comprenant les parcelles cadastrales suivantes :

- SECTION G, feuille n° 2, parcelles n°s :
355 à 360 inclus, ainsi que le chemin vicinal ordinaire traversant le site

...

Article 2 - Le présent arrêté devra être transcrit au bureau des hypothèques de la situation du site classé.

Article 3 - Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département de la HAUTE GARONNE, au maire de la commune de PIBRAC qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution, et au propriétaire intéressé.

Fait à PARIS, le 25 FEV 1976

P/le Secrétaire d'Etat et par délégation

P/le Directeur de l'Architecture
Le Directeur adjoint



Raymond BOCQUET